

Perspectives

N°22/268 – 15 septembre 2022

ROYAUME-UNI – Un plan colossal de soutien à la demande face à la crise énergétique

La nouvelle Première ministre britannique Elizabeth Truss, tout juste élue à la tête du Parti conservateur, a annoncé le jeudi 8 septembre un plan massif de soutien aux ménages et aux entreprises pour faire face à la crise énergétique.

La mesure phare consiste en un plafonnement des tarifs de l'énergie pour les ménages à partir d'octobre. Ils seront fixés à 2 500 livres sterling par an pour une durée de deux ans (contre 1 971 livres aujourd'hui, soit une hausse de 27%). Sans ce plafonnement, il était prévu que les tarifs augmentent de 80% en octobre à 3 549 livres et à 5 387 livres jusqu'en avril 2023. En outre, Liz Truss maintient l'aide de 400 livres pour le consommateur, annoncée par Rishi Sunak en mai dernier. La taxation « verte » de 150 livres sera en outre temporairement levée. Toutes ces mesures permettront à pratiquement stabiliser le coût de l'énergie pour les consommateurs aux niveaux actuels pour les deux années à venir.

Pour les entreprises du secteur privé et public, un « soutien équivalent » sera mis en place mais pendant six mois seulement, après quoi le gouvernement envisage la mise en place d'aides ciblées pour les secteurs vulnérables, tels que la restauration, dont les contours devraient être annoncés dans les trois prochains mois. Par ailleurs, un dispositif de liquidité, mis en place conjointement avec la BoE et estimé à 40 milliards de livres, permettra d'alléger les problèmes de liquidité des entreprises dans le secteur de l'énergie.

Aux plans de soutien à la demande et à la liquidité s'ajoutent des mesures visant à augmenter l'offre d'énergie dans le cadre d'une stratégie de long terme pour le pays. Ces mesures incluent non seulement la recherche de nouveaux contrats avec des fournisseurs internationaux et domestiques d'énergie, mais également une accélération de la production de pétrole et de gaz en mer du Nord, le développement des énergies renouvelables (avec l'objectif « net zero » d'ici 2050) ainsi que l'annonce d'une relance de l'extraction de gaz de schiste et du nucléaire (avec pour objectif qu'un quart de l'électricité provienne du nucléaire d'ici 2050). Il n'est pas prévu de rationnement de la consommation d'énergie mais le gouvernement encouragera à sa baisse au moyen de campagnes publicitaires.

Notre opinion – La nouvelle Première ministre britannique envisage un stimulus budgétaire colossal. Les estimations officielles de son coût ne sont pas encore connues et devraient être publiées d'ici la fin du mois, mais le coût du seul programme d'aides aux dépenses liées à l'énergie devrait dépasser 150 milliards de livres sterling (6% du PIB), ce qui est nettement supérieur aux annonces faites lors de la campagne de Liz Truss. Le plan d'aide de Liz Truss s'ajoute à celui précédemment annoncé de Rishi Sunak (37 milliards de livres). De plus, Liz Truss a promis des baisses d'impôts et de taxes lors de sa campagne pour un montant estimé à environ 30 milliards de livres (comprenant l'annulation de la hausse des contributions sociales et l'abandon du relèvement de l'impôt sur les sociétés, annoncés par Rishi Sunak pour avril 2023). Au total, le plan de soutien à l'économie pour les deux prochaines années est donc susceptible d'atteindre 220 Mds de livres (soit près de 10% du PIB).

Ce stimulus budgétaire significatif est de nature à impacter sensiblement les prévisions économiques, à commencer par le taux d'inflation. L'introduction d'un plafond sur les prix de l'énergie en octobre a pour conséquence une baisse mécanique des prévisions d'inflation à court terme avec un pic plus précoce et à

un niveau plus bas que prévu précédemment (à 10,4% en octobre 2022 au lieu d'un pic à 13,7% en janvier 2023). Cela permettra de baisser le coût du service de la dette (en forte hausse depuis fin 2021), un quart de la dette publique étant sous forme d'obligations indexées sur l'inflation. Le stimulus devrait également soutenir les recettes fiscales via une demande plus forte. En effet, une inflation moins élevée et des baisses d'impôts devraient à leur tour conduire à une moindre baisse du pouvoir d'achat des ménages cette année. Une bouffée d'air pour la consommation privée qui devrait soutenir la demande et la croissance de l'activité. Les prévisions de croissance étaient devenues très pessimistes après la révision par Ofgem de ses tarifs énergétiques le 16 août dernier avec un consensus et une Banque d'Angleterre tablant sur une récession à partir du quatrième trimestre, prévisions qui devraient être revues à la hausse suite au stimulus budgétaire. Notre scenario publié en juillet tablait quant à lui sur une croissance atone mais légèrement positive en moyenne sur les prochains trimestres.

Le plan de Liz Truss n'est en revanche pas sans risques. Le soutien à la demande implique des risques haussiers sur l'inflation sous-jacente et donc sur les prévisions d'inflation à moyen terme. Pour compenser ces effets, Liz Truss compte sans doute sur la BoE qui n'a pas d'autre choix que de resserrer plus agressivement sa politique monétaire. Après avoir doublé la cadence du resserrement des taux en août avec une hausse de 50 points de base du taux directeur à 1,75%, une autre hausse de 50 points de base le 15 septembre prochain (à 2,25%) est très probable. Le comité de politique monétaire devrait par ailleurs rester divisé. Catherine Mann qui a fait un discours très hawkish récemment va sans doute voter pour une hausse de 75 points de base. Enfin, ce plan d'envergure devra être financé par une offre significative de titres souverains sur les marchés ce qui devrait provoquer des tensions supplémentaires sur les taux souverains. À la différence de la crise de 2008 et celle du Covid, la BoE ne pourra plus financer cette dette, en ayant elle-même déjà annoncé un plan de ventes de titres dans le cadre de son quantitative tightening. L'État britannique devra compter sur d'autres investisseurs (fonds de pension et investisseurs étrangers) et ce sera sans doute nettement plus coûteux.

Article publié le 9 septembre 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
14/09/2022	<u>Parole de banques centrales – BCE : du guidage des anticipations à la gestion du risque de crédibilité, quel signal au-delà du bruit ?</u>	Europe
14/09/2022	<u>Chine – Le 20e Congrès pour seul cap</u>	Chine
13/09/2022	<u>Europe – Les 27 testent leur unité au travers du plafonnement du prix du gaz et de l'électricité</u>	Europe
09/09/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
29/07/2022	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : rebond du PIB, la France évite la récession au T2</u>	France
28/07/2022	<u>Le nouveau visage de la mondialisation</u>	Monde
28/07/2022	<u>Royaume-Uni – Scénario 2022-2023 : choc sur les revenus réels, ralentissement de la croissance</u>	Royaume-Uni
27/07/2022	<u>Italie – Scénario 2022-2023 : la crise énergétique chapitre 2</u>	Italie
26/07/2022	<u>Italie – Politique : la fin d'un miracle ou comment la politique a eu raison de Mario Draghi</u>	Italie
22/07/2022	<u>La décarbonation du ciment : l'indispensable début d'une grande aventure</u>	Sectoriel
21/07/2022	<u>La deeptech à la rencontre de son destin</u>	Sectoriel
19/07/2022	<u>Zone euro – Scénario 2022-2023 : La bataille entre résilience et adversité pointe vers une victoire de la dernière</u>	Zone euro
18/07/2022	<u>Espagne – Scénario 2022-2023 : les ménages cèdent face à l'inflation</u>	Espagne
18/07/2022	<u>Allemagne – Se préparer à un arrêt des flux gaziers russes ?</u>	Allemagne
18/07/2022	<u>Avenir de l'Europe – L'autonomie stratégique ouverte - Webconférence</u>	Europe
18/07/2022	<u>L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires</u>	Métier du grain
13/07/2022	<u>Gaz naturel – Malgré de gros efforts d'adaptation de son réseau gazier, l'Europe reste otage de la Russie</u>	Energies renouvelables
13/07/2022	<u>Allemagne – Scénario 2022-2023 : de la pénurie au rationnement...</u>	Allemagne
12/07/2022	<u>Ce que les Ukrainiens nous apprennent de nous-mêmes</u>	Ukraine/Monde
12/07/2022	<u>Espagne – Le marché du travail espagnol : changement de cap</u>	Espagne
12/07/2022	<u>France – Scénario 2022-2023 : de puissants freins à la croissance</u>	France
11/07/2022	<u>Fintech Outlook S1 2022 – L'heure des soldes</u>	Banque, fintech
08/07/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/07/2022	<u>Hong Kong – Sous les yeux de Xi Jinping</u>	Asie
06/07/2022	<u>Moyen-Orient et Afrique du Nord – Forte hausse de l'inflation, très menaçante dans certains pays</u>	MENA
05/07/2022	<u>Espagne – 9 milliards d'euros supplémentaires pour lutter contre l'inflation</u>	Espagne
05/07/2022	<u>France – Immobilier résidentiel : un marché dynamique en 2021, tassement en 2022</u>	France
04/07/2022	<u>Zone euro – Face au rapprochement de la menace, l'UE accélère REpowerEU</u>	Union européenne
01/07/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/07/2022	<u>Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : entre le marteau et l'enclume</u>	Monde
01/07/2022	<u>Colombie – Gustavo Petro, un président de gauche : une première</u>	Amérique latine
30/06/2022	<u>Europe : une dette commune au service de sa Puissance</u>	Europe
30/06/2022	<u>Royaume-Uni – L'inflation en mai, une question de vivres...</u>	Royaume-Uni

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques :** Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.